Collectif, *Le sacré et la parole : le serment au Moyen Âge*

Corinne Leveleux-Teixeira

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ccm/6973>

DOI : 10.4000/ccm.6973

ISSN : 2119-1026

Éditeur

Centre d'études supérieures de civilisation médiévale/Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2021

Pagination : 93-95

ISBN : 978-2-490783-08-3

ISSN : 0007-9731

Référence électronique

Corinne Leveleux-Teixeira, « Collectif, *Le sacré et la parole : le serment au Moyen Âge* », *Cahiers de civilisation médiévale* [En ligne], 253 | 2021, mis en ligne le 01 mars 2021, consulté le 24 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ccm/6973> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ccm.6973>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Le sacré et la parole : le serment au Moyen Âge, Martin AURELL, Jaume AURELL et Montserrat HERRERO (dir.), Paris, Classiques Garnier (Rencontres, 378, Série civilisation médiévale, 34), 2018.

Cet ouvrage, placé sous la responsabilité éditoriale de Martin Aurell reprend les actes d'un colloque qui s'est tenu les 21 et 22 octobre 2016 à l'université de Poitiers, sous la direction de M. Aurell, de Jaume Aurell et de Montserrat Herrero. La rencontre, qui avait déjà pour titre «le sacré et la parole : le serment au Moyen Âge» était elle-même le fruit d'une collaboration académique entre le Centre d'études supérieures et de civilisation médiévale de l'Université de Poitiers, en la personne de M. Aurell et l'Institut pour la culture et la société de l'Université de Navarre, où enseignent J. Aurell et M. Herrero.

Les travaux regroupés ici s'inscrivent dans un contexte historiographique porteur pour la question du serment. En effet, depuis les synthèses proposées respectivement par Raymond Verdier en 1991 (*Le serment, I : Signes et fonctions ; II : Théories et devenir*, Paris, Éditions du CNRS, 1991) et Paolo Prodi en 1992 (*Il sacramento del potere : il giuramento politico nella storia costituzionale dell'Occidente*, Bologne, Il Mulino [Annali dell'Istituto storico italo germanico. Monografia, 15], 1992), le sujet a fait l'objet d'études historiques nombreuses. Parmi celles-ci, beaucoup ont choisi de se concentrer spécialement sur la période médiévale. La parole jurée y fut en effet largement répandue au sein de la société, au point de lui être quasiment coextensive, tout en concourant à modeler et renforcer le pouvoir politique.

Il est dès lors légitime de se demander en quoi le présent ouvrage se singularise au sein de cette production abondante. Il y parvient à un double titre. D'une part, en affirmant un louable souci de pluridisciplinarité noué autour d'une triple approche littéraire (Marjolaine Raguin-Barthelmebs «Remarques sur le serment et l'engagement personnel dans les chansons de croisade lyriques françaises et occitanes», p. 169-191), iconographique (Juliette Thibault «Serment chevaleresque et serment amoureux dans les enluminures des manuscrits de la Vulgate arthurienne», p. 131-166 ; Matteo Ferrari, «Jurer la paix, conjurer la trahison. L'image du serment dans l'iconographie politique communale [Brescia 1298-1308]», p. 93-129) et historique. D'autre part, les auteurs ont souhaité que leur livre assume un ambitieux champ spatial (monde germanique, Angleterre, Espagne, Italie, France) et chronologique, allant de la fin de l'empire romain et du tout début de l'époque franque (Christophe Camby, «Le serment dans la société franque. Innovation germanique ou continuité romaine ?», p. 17-32) à la période moderne

avec Machiavel et la réflexion des grands penseurs jus-naturalistes (António Bento, «Machiavelli's Treatment of *Congiure* and the Modern Oath», p. 267-297).

L'affirmation d'une visée aussi large pour une problématique aussi riche encourt inévitablement un risque : celui d'une certaine dilution de la notion de serment, distendue au long de 11 communications assez hétérogènes et pas toujours pertinentes au regard du sujet à traiter (ainsi J. Thibault reconnaît dans sa conclusion que, en dehors du cas particulier de Galaad, «le serment est très difficilement identifiable dans l'iconographie» arthurienne alors même que les serments sont omniprésents dans la vie courtoise ; l'étude de Charlotte Pichot pour sa part, «Serments, injures et paroles de femmes dans la criminalité du bas Moyen Âge», p. 253-266, est surtout centrée sur la défense de l'honneur féminin et ne touche la parole jurée que de façon marginale). Quant à la structuration de l'ensemble en 4 grandes parties chronologiques («Serment et règlement des conflits au haut Moyen Âge» ; «Le serment à l'aube de la modernité») ou thématiques («Le serment des communes et des chevaliers» ; «Le serment, le sacré et la royauté»), elle obéit plus à un besoin matériel de présentation qu'à une réelle logique démonstrative. C'est sans doute pour prévenir ou corriger ce danger réel de perte de sens que l'ouvrage s'ouvre sur une solide introduction (J. Aurell et M. Herrero), qui fait mieux qu'effleurer le sujet : elle en expose les enjeux avec netteté et fermeté. L'élégante conclusion de M. Aurell synthétise quant à elle certaines des principales avancées de ce travail.

Notons également que les a. ont fait un choix scientifique important, en optant pour une perspective préférentiellement politique : laissant de côté les aspects religieux et linguistiques du sujet, le serment est avant tout envisagé par référence au «pacte fondateur de la communauté», à une époque où les «conditions culturelles» lui conféraient une réelle performativité (p. 13). C'est d'ailleurs l'un des fils rouges tissés par les éditeurs de l'ouvrage : l'étude de la société médiévale, structurée par la croyance en Dieu et par l'honneur lié à la parole donnée, renvoie par contraste à la solitude de l'homme post-moderne, où des formes dégradées d'attestation ne peuvent garantir une vérité introuvable ni offrir le secours de références fiables. À l'ancienne dynamique juratoire, fondée sur «la correspondance entre les mots prononcés et les actes» (p. 7), l'âge de l'incrédulité,

inauguré par Machiavel a substitué des mécanismes de crainte fondés sur la sanction du parjure et l'autorité du souverain (p. 1). Comme le souligne A. Bento poursuivant la lecture de P. Prodi, avec Jean Bodin, le critère décisif pour l'observation du serment n'est plus le respect de la *fides* mais la poursuite ou la sauvegarde de l'intérêt (individuel ou collectif). Le concept bodinien de souveraineté est ici dépourvu de toute ambiguïté, puisque, comme à l'égard de la loi, il délie le prince de toute contrainte relative à la parole donnée, clairement inscrite désormais dans un rapport de sujétion : il y a celui à qui la fidélité est jurée mais qui est libre de s'en affranchir selon son intérêt et ceux qui la promettent et qui doivent la garder, sous peine de châtiments divers (p. 287-288). Cette évolution trouve dans le *Léviathan* sa « formulation souveraine », au travers du *pactum subjectionis* qui se conçoit comme un échange de l'obéissance de chacun contre la protection de l'État. « Le *protego ergo obligo* est le *cogito ergo sum* » de l'État (il s'agit là d'une citation de Carl SCHMITT, *Der Begriff des Politischen : Text von 1932 mit einem Vorwort und drei Corollarien*, Berlin, Duncker & Humboldt, 1963, p. 53, faite p. 289 du présent ouvrage).

D'autre part, et ce point mérite d'être souligné, l'ouvrage met l'accent sur un phénomène dont l'importance a souvent été minorée, au prix d'une relégation dans la catégorie peu reluisante des complots et des putschs : celui des serments collectifs. Au moins trois auteurs (Gerd Althoff, « *Conventiculum, Conspiratio, Coniuratio*. The Political Power of Sworn Associations in Tenth and Eleventh Century Germany », p. 57-66, Nicholas Vincent « *Magna carta, Oath Taking and coniuratio* », p. 193-226 et Charles Garcia, « Serments solennels et parole sociale dans les documents de Sahagún [XI^e-XIII^e s.] » p. 69-92) en proposent une relecture stimulante, dans des contextes historiquement et géographiquement variés. Loin de l'image négative renvoyée depuis le concile de Chalcédoine (et son canon 18, qui assimile le serment collectif à un *crimen*) et relayée par la pensée cléricale (notamment dans le contexte du mouvement communal) les *conjuraciones* sont ici comprises comme des instruments dynamiques de négociation et de structuration du corps politique. G. Althoff montre ainsi que dans l'espace germanique des x^e-xi^e s., les serments collectifs ont pu contraindre le roi à sortir des procédures codifiées de conseil ou de prise de décision dont il avait inévitablement la maîtrise, au profit d'arbitrages plus ouverts et de formes nouvelles de discussions. Étudiant la situation de l'Angleterre sous le règne de Jean sans Terre, N. Vincent s'attache pour sa part à éclairer le rôle

mobilisateur de la *conjuratio*, soulignant à quel point elle fut un outil efficace d'organisation du mouvement baronnial et joua un rôle décisif dans le processus d'élaboration puis de consolidation de la *Magna Carta*. Quant à C. Garcia, si son étude est moins ambitieuse, puisque circonscrite aux conflits récurrents entre l'abbaye bénédictine de Domnos Sanctos de Sahagún et ses dépendants, paysans et « bourgeois », il n'en souligne pas moins l'importance institutionnelle des serments collectifs : « S'il fallait retenir un élément positif à porter au crédit des soulèvements et des *conjuraciones*, ce serait assurément celui de l'affirmation du *concilium* (organe politique) au cours du bas Moyen Âge » (p. 90). Il est dommage qu'il n'ait guère développé cette intéressante intuition.

En dernier lieu, plusieurs des communications insistent à juste titre sur la ductilité de la forme jurée, véritable matrice de légitimité politique. Pour l'époque franque, l'étude de Jinty Nelson (« Carolingian Oaths », p. 33-55), fondée sur les travaux de Matthias Becher (*Eid und Herrschaft : Untersuchungen zum Herrscherethos Karls des Grossen*, Sigmaringen, Thorbecke [Vorträge und Forschungen. Sonderband, 39], 1993) examine 13 serments bien documentés par les sources, allant de 532 à 877. Pour la fin du Moyen Âge, l'analyse de J. Aurell (« Charles III of Navarre's Oath and Coronation. The Juridical Implications of Self-Coronations », p. 227-249) souligne le rôle fondamental du serment dans le contexte « pactiste » du royaume de Navarre et en l'absence d'onction sacrée venant singulariser la personne du prince. En contraste avec beaucoup d'autres monarchies européennes, la parole jurée par les rois navarrais lors de leur investiture rappelle que l'objet du serment n'est pas un privilège révocable mais une part essentielle de la constitution du royaume (p. 245). Dans le processus d'accès au pouvoir, il joue un rôle constitutionnel éminent et assume même une fonction constituante si l'on considère qu'il scelle, par sa profération, l'identité et l'existence même du royaume.

Ainsi, tour à tour vecteur de légitimité, organe de loyauté, outil de négociation ou instrument de révolte, le serment assume un rôle politique exceptionnel dont l'importance tint sans doute à son potentiel de créativité et de mobilisation face à des dispositifs procéduraux encore instables et tâtonnants. C'est l'un des grands mérites de cet ouvrage, que de montrer cette créativité à l'œuvre dans des exemples concrets et souvent significatifs.

Quelques motifs de déception doivent cependant être signalés au lecteur. D'abord, un travail de relecture insuffisant a laissé subsister des coquilles,

des notes non référencées (par ex. p. 206, notes 44 et 45), des fautes d'orthographe en nombre inhabituellement important. Ensuite, il est dommage que sur un sujet de ce type, aucune approche juridique n'ait été convoquée, le serment constituant une catégorie importante du droit médiéval. Enfin, le titre choisi (le sacré et la parole) rend assez mal compte du contenu de l'ouvrage qui aborde peu la question du sacré au bénéfice d'une lecture politique de la parole jurée.

Malgré ces quelques défauts, l'apport de l'ensemble est incontestable et permet d'éclairer un peu mieux l'un des ressorts les plus puissants des sociétés médiévales.

Corinne LEVELEUX-TEIXEIRA
Université d'Orléans